

Audience publique du 22 novembre 2006

Recours formé par la société à responsabilité limitée, ..., sàrl, ... ,
contre des bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités
et de l'impôt commercial communal
en matière d'impôt sur les sociétés

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 21368 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 5 mai 2006 par Maître Alain STEICHEN, avocat à la Cour, assisté de Maître Alessia Rossi, avocat, tous les deux inscrits au tableau de l'ordre des avocats à Luxembourg au nom de la ..., société à responsabilité limitée, société liquidée, représentée par Madame ..., en sa qualité de liquidateur, demeurant à L-..., tendant à la réformation des bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial communal pour les années 2000, 2001, 2002 et 2003 émis par le bureau d'imposition Sociétés Luxembourg 4 le 6 juillet 2005 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les bulletins entrepris ;

Entendu le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Maître Camille SEILLES, en remplacement de Maître Alain STEICHEN en ses plaidoiries à l'audience publique du 8 novembre 2006.

Le 7 juillet 2005, le bureau d'imposition Sociétés 4 a émis en taxation d'office en vertu du § 217 de la loi générale sur les impôts du 22 mai 1931, dite « *Abgabenordnung* », ci-après désignée par « *AO* », les bulletins d'imposition pour les années 2000 à 2003 concernant la ..., société à responsabilité limitée, liquidée suivant acte notariée du 21 mars 2005, ci-après désignée « *la ...* ».

Le 29 août 2005, la ... fit introduire une réclamation au sens du § 228 AO à l'encontre des bulletins d'imposition émis. La réclamation est libellée comme suit :

« *Monsieur le Directeur,*

La présente lettre est une réclamation au sens du paragraphe 228 de la loi générale de l'impôt. Elle a pour objet les bulletins d'imposition émis par le Bureau d'imposition Sociétés 4 en date du 06/07/2005 instaurant une taxation d'office pour les années 2000, 2001, 2002 et 2003 de la société

Les cotes d'impôt y relatives sont les suivantes :

<i>Année 2000</i>	<i>6.847,05 €</i>
<i>Année 2001</i>	<i>8.855,85 €</i>
<i>Année 2002</i>	<i>7.148,08 €</i>
<i>Année 2003</i>	<i>7.573,40 €</i>

1- EXPOSE DES FAITS

La société ..., société à responsabilité limitée constituée en 1959 pour une durée limitée de trente ans exploitait un réseau de basses et moyenne tension, distribuait et vendait de l'énergie électrique aux consommateurs de la localité de.... En 1995, la société a vendu son activité à CEGEDEL. Lors de la cession de son activité, la société a été imposée sur le résultat réalisé. Ce ne sont pas les parts de la société qui ont été vendues à CEGEDEL mais l'activité économique seulement pour la simple raison que la société dont la durée d'existence n'avait pas été prolongée et qui avait un seul associé depuis 1989, alors que ceci n'était pas encore permis par la loi, n'aurait légalement plus dû exister.

2- DISCUSSION ET MOTIVATION

L'objet social de la société était l'exploitation du réseau électrique de la commune de.... En raison de la vente non contestée de cette activité en 1995, la société a totalement épuisé son objet social et est juridiquement dissoute à partir de cette cession par extinction de son objet social. L'acte de liquidation passé devant Me Blanche MOUTRIER, le 21 mars 2005, ne fait que constater l'inexistence de la société depuis 1995. La société a été taxée pour les années 1996, 1997 et 1999. Ces impositions sont aujourd'hui frappées de forclusion. En revanche, sur base de la motivation qui précède, les impositions pour les années 2000, 2001, 2002 et 2003 n'ont pas lieu d'être.

C'est sur base de ces éléments que j'ai adressé un courrier au préposé du bureau société 4, le 6 mai 2005 pour l'informer du fait qu'aucune déclaration ne serait déposée pour les années 2000 et suivantes, sur base de l'acte de liquidation de la société et de l'absence d'existence légale et fiscale de la société depuis 1995.

3- CONCLUSION

Pour ces motifs, je sollicite donc l'annulation des bulletins émis par le Bureau d'imposition Sociétés 4 en date du 06/07/2005 instaurant une taxation d'office de la société ... pour les années 2000, 2001, 2002 et 2003.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments distingués ».

La ... estimant avoir satisfait aux conditions posées par l'article 8, paragraphe 3, point 3 de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, elle a fait introduire par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 5 mai 2006 un recours en réformation à l'encontre des bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial communal pour les années 2000, 2001, 2002 et 2003 émis le 6 juillet 2005 par le bureau d'imposition Sociétés Luxembourg 4.

La partie demanderesse fait valoir que la ... a été constituée en 1959 pour une durée limitée de 30 ans et qu'elle exploitait un réseau de basse et moyenne tension, distribuait et vendait de l'énergie électrique aux consommateurs de la localité de....

Le 20 avril 1995, la société aurait vendu son activité à CEGEDEL et lors de cette cession, elle aurait été imposée sur le résultat réalisé. Le résultat réalisé lors de cette cession aurait été taxé au titre de l'année en question. Ensuite des bulletins d'impôt auraient été émis pour les années 1996, 1997, 1998 et 1999 et elle aurait été imposée, sur base de la taxation d'office, sur le résultat commercial virtuel de la ... qui consistait, en fait, en la taxation des intérêts réputés générés par le produit de la vente de l'activité. Ces impôts, dont les bulletins étaient coulés en force de chose jugée, auraient été payés par les soins du liquidateur.

La société expose que suite aux demandes de dépôt de déclarations pour les années 2000, 2001, 2002 et 2003, le bureau d'imposition aurait été informé que ces déclarations n'auraient plus lieu d'être déposées car la ... et que celle-ci devrait être considérée comme n'existant plus dès l'année d'imposition 2000.

Elle estime en effet que par acte du 21 mars 2005, le notaire instrumentant aurait constaté la liquidation de la société en précisant que la société n'aurait plus d'objet depuis la cession de la totalité de son activité le 20 avril 1995. Le bureau d'imposition sociétés 4 aurait cependant émis le 7 juillet 2005 des bulletins d'imposition toujours en taxation d'office pour les années 2000, 2001, 2002 et 2003.

La société demanderesse fait valoir qu'étant donné que l'objet social de la société aurait disparu en 1995 avec la vente du réseau électrique à la société CEGEDEL, vente non contestée et connue de l'administration des Contributions directes dès 1995, elle aurait totalement épuisé son objet social et serait juridiquement dissoute à partir de cette cession par l'extinction de son objet social, de sorte que les impositions pour les années 2000 à 2003 n'auraient pas lieu d'être.

La société demanderesse estime encore que l'administration des Contributions directes aurait dû considérer comme étant acquise, dès le 25 avril 1995, la dissolution de la société ou demander des informations complémentaires si elle en avait eu besoin, sur la disparition de l'objet social de la société ou sur la prorogation de celle-ci.

Encore que l'Etat, qui s'est vu notifier le recours sous examen par la voie du greffe, n'a pas déposé de mémoire en réponse dans le délai légal, le tribunal est amené à statuer à l'égard de toutes les parties par application des dispositions de l'article 6 de la loi du 21 juin 1999 relative à la procédure à suivre devant les juridictions administratives.

Avant tout autre progrès en cause il y a lieu d'analyser la question de l'existence même de la société demanderesse, conditionnant notamment sa capacité d'ester en justice, étant donné qu'elle constitue une donnée préalable essentielle ayant trait aux règles fondamentales directrices du procès devant les juridictions administratives¹.

¹ V. TA 2 avril 1998 (n° 10418 du rôle), Pas. adm. 2005, Procédure contentieuse, II Capacité – Qualité pour agir, n° 88, p. 635

Il résulte d'un acte notarié établi le 21 mars 2005 que l'associée et gérante unique de la ... : « est détentrice de l'intégralité des parts sociales et a décidé de dissoudre et de liquider ladite société, celle-ci ayant cessé toute activité au 1^{er} janvier 1995. Un bilan de clôture a été dressé au 20 avril 1995. Que partant, elle prononce la dissolution de la société. Qu'elle se trouve investie de tous les éléments actifs de la société et répondra personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la société, même inconnus à l'heure actuelle, et règlera également les frais des présentes. Qu'en conséquence, la liquidation de la société est achevée et celle-ci est à considérer comme définitivement clôturée et liquidée. Que les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq ans à L-2130 Luxembourg, 11, Boulevard Dr. Charles Marx ».

Il est de principe que l'être moral disparaît avec la clôture de la liquidation. Lorsque celle-ci est terminée, la société perd le bénéfice de l'individualité juridique : elle n'a plus de représentants et ceux-ci ne peuvent plus agir pour elle². De même la survivance d'une société à sa liquidation n'est qu'une survivance passive en ce sens que l'individualité juridique n'est fictivement conservée et maintenue que pour l'intérêt et dans la mesure des droits des tiers contre elle. L'être moral est dissous et sans représentant : la société ne peut donc plus agir en justice³.

Etant donné que la ... a été dissoute le 21 mars 2005 et que la liquidation a été achevée et définitivement clôturée le même jour suivant acte notarié du 21 mars 2005, l'être moral a également disparu à partir du 21 mars 2005, de sorte que la ... n'a plus pu agir en justice en tant que partie demanderesse à partir de cette même date.

Il en résulte que le recours introduit au greffe du tribunal administratif le 5 mai 2006 par la ..., société à responsabilité limitée, liquidée, représentée par son liquidateur, est irrecevable faute de personnalité juridique conditionnant sa capacité d'ester en justice.

PAR CES MOTIFS,

le tribunal administratif, première chambre, statuant à l'égard de toutes les parties,

déclare le recours introduit irrecevable,

condamne la demanderesse aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 22 novembre 2006 par :

² V. Trib. arr. Luxembourg 12 novembre 1927, Pasicrisie luxembourgeoise, T. 29, p. 102, Sociétés et associations, 2.3. Situation de la société après la clôture de la liquidation, n° 184.

³ V. Cour d'appel 20 avril 1994, n° 15049 du rôle Pasicrisie luxembourgeoise, T. 29, p. 103, Sociétés et associations, 2.3. Situation de la société après la clôture de la liquidation, n° 187.

Mme Lenert, vice-président,
Mme Thomé, juge,
M. Sünner, juge

en présence de M.Schmit, greffier en chef.

Schmit

Lenert